



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE** **Légifrance**
Le service public de la diffusion du droit

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Avis de vacance de l'emploi de préfigurateur ou préfiguratrice du grand port maritime de Saint-Pierre-et-Miquelon

NOR : TREK2027152V
JORF n°0250 du 14 octobre 2020
Texte n° 83

Version initiale

Article

Le poste de préfigurateur ou préfiguratrice du nouvel établissement public du port de Saint-Pierre-et-Miquelon est déclaré vacant, pour une prise de poste fin 2020.

Contexte

Le port de Saint-Pierre-et-Miquelon est aujourd'hui un port d'intérêt national. Son activité de commerce d'environ 50 000 tonnes par an est stable ces dernières années et reste essentiellement tournée vers l'importation pour le marché domestique alors qu'un fort potentiel de développement existe.

Pour répondre à ces enjeux, l'organisation du port de commerce doit évoluer. Elle doit être en adéquation avec les demandes fortes des acteurs économiques et institutionnels de l'archipel qui se mobilisent pour développer l'activité portuaire dans toutes ses composantes : croisières, loisirs nautiques, activités de maintenance ou de stockage, réparation navale, etc.

Dans ces conditions, le Gouvernement a décidé la nomination d'un préfigurateur ou préfiguratrice en vue de la transformation du port en établissement public.

Description du poste

Le préfigurateur ou la préfiguratrice de l'établissement public aura pour charge de proposer les modalités générales de constitution de cet établissement et de la nouvelle gouvernance du port, en identifiant les enjeux, les contraintes et les conditions de réussite à la finalisation de ce projet. Il ou elle assurera également la déclinaison opérationnelle en proposant :

- un projet stratégique, dynamique, intégrant une vision transversale de développement du territoire, et détaillant les objectifs de développement pour chacune des activités et secteurs géographiques du port ;
- une convergence entre les fonctions essentielles à l'activité portuaire (gestion foncière, organisation générale des activités, stratégie, action commerciale...);
- un schéma d'organisation détaillée de cette nouvelle structure ;
- en lien avec le préfet et la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), la création d'un conseil stratégique, réunissant des représentants de l'Etat, de la collectivité et des acteurs économiques ;
- des modalités de gestion du domaine public portuaire en s'appuyant sur un bilan des conventions domaniales existantes et proposant notamment une procédure clarifiée de délivrance des AOT ;
- un projet de budget prévisionnel de l'entité ;
- un calendrier relatif aux étapes de la mise en place de l'établissement public.

La mission de préfiguration devra s'achever par l'installation du nouvel établissement, visée au plus tard au mois de juin 2021.

Profil du candidat ou de la candidate recherché

Profil ayant des compétences et une appétence pour le développement économique des territoires, agent de la fonction publique ou issu du monde de l'entreprise, (ayant déjà eu des expériences réussies de management et de dialogue social).

Profil ayant déjà une expérience réussie dans le secteur portuaire, industriel, logistique ou maritime, et capable de fédérer l'ensemble des acteurs économiques et politiques locaux et, plus largement, l'aire d'influence naturelle du port. Capacité à prospecter de nouveaux clients du port pour créer de nouvelles opportunités de développement économique, à contribuer à la définition et à la mise en œuvre de la politique nationale portuaire et logistique. Capacité à évoluer dans un environnement complexe, notamment dans un contexte mixte public et privé, compte-tenu de la double mission des ports (missions régaliennes et missions commerciales). Capacité à dialoguer avec les services de l'Etat, la collectivité territoriale, les mairies, et les organisations environnementales et à comprendre la logique de dialogue avec les administrations de tutelles et les échanges en interministériel.

Capacité à assurer la maîtrise d'ouvrage de projet de développement portuaire d'envergure.

Les renseignements seront pris auprès de :

Nicolas TRIFT (sous-directeur des ports et du transport fluvial) : 01-40-81-71-61.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation doivent être adressées, dans un délai de trente jours à compter de la date de publication du présent avis au Journal officiel par voie électronique aux adresses suivantes :

nicolas.trift@developpement-durable.gouv.fr et stanislas.alfonsi@outre-mer.gouv.fr.